

ECHOS D'AMERIQUE

Aux Etats-Unis

—Paul O. Stensland, banquier de Chicago, est arrivé à New-York, à bord du paquebot "Prince Adalbert." Ce financier défalcaire est maintenant entre les mains de la police, qui l'a ramené sur les lieux de ses retentissants et peu honorables exploits. M. Stensland avoue partiellement sa culpabilité, et il fera, paraît-il, de sensationnelles révélations par devant la cour criminelle de l'Illinois.

—Depuis quelque temps, les accidents de chemin de fer se font d'une fréquence peu rassurante, au Canada et aux Etats-Unis. A New-Prague, Minn., a eu lieu l'autre jour le tamponnement de deux trains, l'un de fret, l'autre de voyageurs. L'accident a coûté la vie à dix passagers. Quelques heures après, survenait un tamponnement similaire à Katlin, Illinois, qui occasionna plusieurs morts et un nombre respectable de blessés. Enfin, comme nous écrivons ces lignes, un journal du matin annonce la catastrophe survenue le 29 septembre entre Cornells et Eddington, Pensylvanie. Résultat : sept morts et vingt-cinq blessés. Vrai, c'est à ôter le goût des voyages aux plus endurcis amateurs de trimbalements à la vapeur. A quand donc la ligue du salut des voyageurs ? Car, enfin, il est temps que le public commence à se protéger. D'après les enquêtes, il ressort, en effet, que, le plus souvent, les accidents de chemin de fer sont dus au mauvais état de la voie, ou à la trop grande rapidité des trains.



LE GÉNÉRAL PINO GUERRA.

moins connu sous le nom de Faustino Guerra Puente, commandant en chef des forces de la révolution cubaine.

Parfois même, ces deux sources de danger s'allient pour produire des hécatombes telles que brièvement signalées ici.

—A Atlanta, Georgie, E.-U., de graves désordres se sont produits entre blancs et noirs. Les gens de couleur ont été fort malmenés. On compte plusieurs morts ; la ville est occupée militairement. Le problème des nègres aux E.-U. — où on en compte 9,000,000 — n'est pas encore résolu, et il ne le sera probablement jamais, malgré le bon vouloir du président Roosevelt, qui s'est fait le champion des droits de ses administrés couleur d'ébène. La haine des sudistes envers les nègres, leurs sommaires jugements qui aboutissent à des lynchages, lorsqu'il s'agit de crimes imputables à des fils plus que bruns de l'Afrique, laissent une triste impression à quiconque a parcouru la région américaine où l'on récolte le coton, où le blanc ne peut pas se résigner à ne plus être exclusivement le seigneur et maître du sol.

—M. E. Harriman est devenu récemment le monarque tout puissant des chemins de fer américains. En achetant le contrôle du chemin de fer "Baltimore and Ohio", ce millionnaire, qui se trouve à la tête d'une exploitation de voies ferrées dont la valeur est au minimum de \$400,000,000, se voit le maître du réseau le plus important de l'Atlantique au Pacifique. Par sa patience, (dix années de travail pour en arriver à ses fins), par son énergie et son savoir, M. Harriman laisse loin derrière lui messieurs Gould et Vanderbilt, les ex-rois des chemins de fer de l'Union, comme on ne l'a peut-être pas oublié.

—William Randolph Hearst a été choisi par la convention des démocrates américains, siégeant à Buffalo, comme candidat au poste de gouverneur de l'Etat de New-York. Il faut croire qu'on s'est enfin entendu avec Charles F. Murphy, "boss" de Tammany.

Que l'entente se soit faite avec l'appui de quelque chèque passablement important, il se pourrait. M. Hearst en millionnaire entêté vou-

lait cette nomination, il l'a, mais elle a dû lui coûter chaud. Une chose est édifiante en cette manœuvre politique américaine, c'est le rapprochement de deux personnalités qui se détestent cordialement. M. Murphy, par exemple, doit être bien blasé s'il peut serrer la main de son protégé Hearst sans tressaillir. Veut-on savoir pourquoi ? Qu'on lise les appréciations suivantes sorties de la plume de M. Hearst, et qu'il n'a jamais voulu rétracter :

"Murphy devrait être à Sing Sing, portant le costume rayé des forçats." ("Evening Journal" du 30 décembre 1905).

"Charles F. Murphy, le plus grand criminel de tous." ("New York American" du 17 novembre 1905).

"Nous ne savons pas encore si nous allons transférer Charles F. Murphy de Delmonico à Sing Sing. S'il est possible de l'atteindre et de l'envoyer là où de vils criminels comme lui devraient être logés, la chose se fera." ("Evening Journal" du 10 novembre 1905).

"Allez voir les hommes qui travaillent dans la boue pour Murphy, tandis que Murphy lui-même prend des diners fins chez Delmonico. Vous verrez que ses employés reçoivent \$1.39 par jour. Combien d'hommes à New-York, qu'ils soient riches ou pauvres, voteront pour maintenir au pouvoir ce "boss" Murphy, qui a été un ouvrier lui-même et a connu la pauvreté, et qui cependant a si peu de cœur qu'en ce temps où la vie coûte cher il fait travailler de pauvres gens pendant de longues heures pour \$1.39 par jour ?" ("Evening Journal" du 1er novembre 1905).

De telles aménités ne peuvent laisser indifférent le "boss" Murphy. Tout de même, la coalition Hearst-Tammany est bien typique, bien dans les mœurs électorales des Yankees, qui veulent vaincre à tout prix.

—Conformément à la nouvelle loi américaine, le 29 septembre dernier, a commencé l'inspection officielle de quatre-vingts fabriques de conserves de viande. Espérons que ces inspections seront sérieuses, et que les scandales alimentaires de Chicago et autres lieux de l'Union ne se renouvelleront pas.

—D'un annuaire qui est sous presses à New-York, il appert qu'actuellement la population hébraïque des Etats-Unis, s'élève à un million quatre cents dix-huit mille et quelques individus, dont cent six mille arrivèrent de Russie l'année dernière. Notons, en passant, que l'on compte vingt-cinq mille Juifs à Montréal venus eux aussi, pour la plupart, de l'empire russe. Inutile de signaler la cause de cette émigration.

A Cuba, comme il fallait s'y attendre, les Américains sont intervenus sans y mettre plus de formes qu'il en fallait. M. Taft, jugeant la situation critique, s'est nommé gouverneur de l'île de Cuba et a lancé la proclamation que voici :

"Au peuple de Cuba :

"Le Congrès n'ayant pu empêcher la démission irrévocable du Président de la république de Cuba, ni élire un autre Président, le pays se trouve sans gouvernement à un moment où règne le plus grand désordre, et il est opportun, selon la demande de M. Palma, de prendre au nom et sous l'autorité du Président des Etats-Unis, les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre et protéger la vie et la propriété des citoyens dans l'île de Cuba et dans les îles qui en dépendent, et, dans ce but, d'y établir un gouvernement provisoire.

"Le gouvernement provisoire établi par les présentes ne sera maintenu que le temps qu'il faudra pour faire renaître l'ordre, la paix et la confiance publique sous la direction et au nom du Président des Etats-Unis, et pour faire les élections qui devront désigner les personnes à qui il faudra remettre le gouvernement permanent de la république. En autant que le comporte sa nature, le gouvernement provisoire établi sous l'autorité des Etats-Unis sera cubain, c'est-à-dire conforme à la constitution de Cuba. Le drapeau cubain continuera de flotter sur les édifices publics, tous les départements, exécutifs, les gouvernements provinciaux et municipaux, y compris celui de la Havane, continueront d'être administrés sous les lois de la république cubaine. Les Cours continueront d'administrer la justice, et toutes les lois que leur nature ne rendra pas inapplicables resteront en vigueur.

"Le Président Roosevelt désirait beaucoup voir la paix se rétablir sous le gouvernement constitutionnel de Cuba, et il a fait tous les ef-

forts pour éviter la présente mesure. Attendre plus longtemps serait dangereux, vu la démission du cabinet.

"Jusqu'à nouvel avis, tous les chefs de départements du gouvernement central, y compris le général Alexandro Rodriguez, commandant des troupes du gouvernement et le général Carlos Roloff, trésorier de Cuba, devront s'en rapporter à moi pour leurs instructions.

"Jusqu'à nouvel avis, les gouvernements civils et les alcaldes devront aussi s'en rapporter à moi pour leurs instructions.

"Je demande à tous les citoyens de Cuba de m'aider dans l'oeuvre qui consiste à rétablir l'ordre, la tranquillité et la confiance publique.

(Signé)

WILLIAM H. TAFT,

Secrétaire de la Guerre des Etats-Unis,

Gouverneur provisoire de Cuba.

La Havane, 29 septembre 1906.

Le gouvernement provisoire établi par les Américains, relègue l'indépendance cubaine dans le domaine des chimères. Désormais, quel que soit le drapeau qui flottera sur la perle des Antilles, on peut dire que celle-ci est bel et bien sous le protectorat américain. Voilà où les luttes intestines ont conduit les cubains ; luttes fomentées par d'aspirants dictateurs. Voilà l'oeuvre du Général Pino Guerra et du sénateur Zayas entre autres. L'ex-président Palma a certes le droit d'être chagrin de l'attitude follement enfantine de ses compatriotes.

L'heure psychologique ayant sonné, les Américains se sont emparés d'un fruit qu'ils jugeaient mûr à point, ils prétendent le rendre



LE SÉNATEUR ALFREDO ZAYAS,

généralement reconnu comme étant le représentant officiel des révolutionnaires.

une seconde fois à l'arbre luxuriant où ils l'ont pris, nous verrons.

Le crédit des petites républiques Sud-américaines.

Les petites républiques latines de l'Amérique du Sud ont tellement abusé de la confiance des financiers européens, que ceux-ci finissent, comme on dit, par en avoir assez. Après avoir parlé de la mauvaise foi vénézuélienne, caractéristique en l'espèce, et que seuls peuvent amener à composition les croiseurs des pays lésés, une revue financière d'outre-mer s'exprime ainsi :

"Eh bien ! tout cela va changer. Les républiques mauvaises payeuses de l'Amérique latine viennent de demander au congrès pan-américain de Rio-de-Janeiro la consécration de la doctrine des senores Drago et Calvo, l'un Vénézuélien, l'autre Brésilien, et cette doctrine est aussi simple qu'éloquente. Défense est faite par elle à la vieille Europe d'importuner encore par des démonstrations navales ou des mesures coercitives quelconques les Etats américains, qui trouveraient bon de ne plus reconnaître leurs dettes ou leurs engagements."

Le confrère, fort bien renseigné quant aux placements de fonds, conclut formellement : "Ne prêtez plus d'argent aux petites républiques américaines". Certes, si, comme il faut s'y attendre, ces républiques ont encore besoin de contracter un emprunt, l'opinion ci-dessus formulée, laquelle est généralement partagée par les grands bailleurs de fonds du monde entier, ne leur sera pas favorable, ce que les susdites républiques devront attribuer à leur manque d'honnêteté, maintes fois constaté. A force d'abuser de leur crédit, les Américains du Sud l'ont ruiné. Tant pis pour eux, on serait mal arrivé de les plaindre.

L. d'ORNANO.